

Quel meilleur moyen pour revenir sur Terre que... de reprendre des terres? La question foncière pourrait devenir l'une des principales voies d'entrée des luttes écologiques pour les années à venir. Partir de l'usage et de la propriété de la terre pour inverser le cycle de destruction des sols, des vivants et du sauvage, voilà l'hypothèse explorée par le collectif Reprise de terres.

Terrestres

La revue des écologies radicales

Depuis 2018, Terrestres est le laboratoire des pensées, des luttes et des pratiques qui s'inventent pour répondre à la catastrophe écologique et contrer l'emprise du capitalisme sur les vivants.

Pour nous lire et nous soutenir, rendez-vous sur www.terrestres.org



La terre ou rien !

Collectif Reprise de terres

Terrestres

Sans vos dons, Terrestres ne peut pas exister !

C'est grâce à vous que nous pouvons faire vivre cet espace éditorial et politique unique, où s'imaginent et s'organisent les écologies radicales. Merci !

Pour soutenir la revue, rendez-vous sur

soutenir.terrestres.org



22 novembre 2022

Article originellement publié sur **www.terrestres.org**

Photo de couverture © Haydon

Nous sommes au seuil d'une catastrophe foncière. Dans les dix prochaines années, la moitié des agriculteur·rices français·es vont partir à la retraite, et c'est près d'un quart des terres agricoles qui vont changer de mains. Un chambardement démographique qui aiguise déjà toutes les convoitises : celles de l'agro-industrie et ses pesticides, des bétonneurs et leurs entrepôts, des aménageurs de territoire et leurs autoroutes. Si rien n'est fait, leur monde se fera sans les vivants et contre eux. La « modernisation agricole » est passée par là. Entre 1950 et 2020, la part des agriculteur·rices dans la population active est passée de 31% à seulement 2,5%. . . Ces dix dernières années, environ 80 000 équivalents temps plein de travail agricole ont encore disparu. Pas moins de 200 fermes disparaissent également *chaque semaine*, et la taille moyenne de celles-ci a augmenté de plus de 25% en dix ans. À cela, il faut ajouter que, désormais, plus de 50 millions de personnes, sur les 67 que compte la France, vivent en ville – ce sont autant de « consommateur·rices » coupé·es des moyens de leur subsistance alimentaire, phénomène qui n'épargne pas les campagnes. Les grandes agglomérations ne pourvoient plus aux besoins de leurs habitant·es, et le lien métabolique avec les terres agricoles environnantes a été rompu, comme le soulignait déjà Marx au XIX^e siècle.

Poursuite du productivisme agricole ou bien émergence massive de nouvelles pratiques paysannes et écologiques : les usages que nous ferons de ces terres façonneront profondément le paysage des décennies à venir. Ils détermineront la capacité à nous nourrir respectueusement et à pérenniser le tissu de la vie. Car si seulement il n'était question que d'agriculture ! À l'échelle du globe, un million d'espèces (sur environ dix millions) sont menacées d'extinction dans les prochaines décennies. La grande faucheuse industrielle est elle aussi passée par là. En Europe, 30% des oiseaux communs et 75% des insectes, dont les oiseaux dépendent, ont été rayés des territoires ces trente dernières années. Pourtant, rien n'y fait : moins de 1% de la surface française est protégée de manière forte, c'est-à-dire sans exploitation, sans pro-

duits chimiques, sans chasse... Rares sont les zones de quiétude dans un monde livré à la frénésie de l'extraction. Et la monoculture imposée aux champs sévit également dans les forêts : plus d'un tiers des peuplements ne sont guère plus que des plantations composées d'une ou deux essences seulement... Si nous ne relâchons pas la pression sur les milieux vivants, la préservation du foncier agricole et forestier n'a aucun sens. Car ce sont nos possibilités de subsistance elles-mêmes qui risquent de s'effondrer peu à peu avec la disparition de la vie sauvage.

Ces chiffres ne sont pas là pour nous accabler : ils sont une provocation à l'action. Devant cette industrialisation et simplification brutale des territoires, du tissu urbain et des milieux de vie, et face à ces départs massifs en retraite des agriculteur·rices, un puissant mouvement social de reprises de terres est appelé à naître. Cette catastrophe foncière est en réalité une opportunité historique.



cole commune, les Soulèvements de la Terre passent à l'action directe et au désarmement des infrastructures tueuses, des zadistes élaborent des stratégies d'accueil d'espèces protégées pour éviter la destruction d'un milieu, des collectifs d'habitant·es occupent et cultivent des terres urbaines menacées. Le terreau pour un mouvement social qui puisse franchir les seuils d'une véritable réappropriation est là. Collectifs en lutte contre des projets inutiles et imposés, associations d'aide à l'installation paysanne, alliées dans l'administration, élu·es conscient·es de l'opacité du foncier, paysan·nes actifs ou sur le départ, naturalistes en voie de radicalisation... Voilà les forces susceptibles de se nourrir réciproquement les unes les autres, entremêlant les différentes échelles d'action pour former demain une alliance réellement transformatrice. Ce hors-série est aussi une invitation à aller vous-mêmes sur vos territoires, à rejoindre les luttes, muni de cette revue-outil, pour mener vos propres enquêtes – en quête de terres.



Sans le retour de la question foncière dans les luttes, sans mouvements de mise en commun des terres, sans défense des vivants qui fabriquent, habitent et traversent ces milieux à leur manière, sans prise en compte des enjeux féministes, antiracistes et décoloniaux, il n'y aura pour nous aucune victoire politique à l'horizon. Le destin des luttes est arrimé à celui des terres. Pour notre futur : la terre ou rien !

de terres. Certain·es d'entre nous, engagé·es depuis des années sur l'installation paysanne ou la subsistance en ville, ont trouvé ici un terrain d'alliances attendu de longue date.

Reprise de terres : c'est l'ambition de mettre au jour des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement et organiser la vie autour de communs multi-espèces, prenant en compte tous les êtres qui habitent et font, littéralement, les terres. Ce hors-série présente des outils intellectuels, des visions stratégiques et des initiatives concrètes – à prolonger avec les voisin·es, à discuter avec la mairesse du coin – pour s'orienter ensemble dans cette situation de bascule généralisée.

En quête de terres

Pour quelles raisons mener des « enquêtes » ? Parce que nous ne voulions pas partir de réponses toutes faites, mais *nous mettre en quête* des bonnes personnes, pour construire les bons problèmes. Nos enquêtes se sont construites à partir d'exemples concrets de reprises de terres ou de dispositifs pour les protéger. Outils d'éducation populaire, elles répondent à un besoin stratégique : s'outiller pour cerner et contrer l'appropriation et la destruction des terres. Le premier résultat – ou point d'étape – de ces enquêtes fût l'organisation, en août 2021, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, de rencontres passionnantes et complexes entre plus de 250 personnes et collectifs d'horizons et lieux divers, avec des membres de la Confédération paysanne, de l'Atelier paysan, des Femmes battantes, d'un conservatoire d'espaces naturels et de nombreux autres.

Les résultats de nos enquêtes, déjà effectuées ou en cours, renforcent notre détermination à contrer le chaos foncier qui s'annonce : les dispositifs et les initiatives pour reprendre des terres sont en quelque sorte déjà là ! Souvent invisibles, des minorités actives sont bien à la tâche : des associations comme Terres de liens ou Recrue d'essence rachètent des terres ou des forêts, le collectif Nourrir travaille sur la modification de la politique agri-

Sous le climat, la terre

La question foncière n'a jamais cessé d'être au cœur des luttes du passé. Car aucune *emprise* politique, étatique, économique, ne s'exerce sans opérer d'abord une *prise* de terres. C'est notamment l'histoire du colonialisme des États modernes et de l'expansion territoriale du capitalisme européen à partir de 1492. C'est l'expropriation des communaux par la propriété foncière privée et étatique, pour l'élevage, les plantations ou les réserves de chasse. Et à partir des années 1950-1960 en France, c'est le conditionnement de l'accès à la terre à la « bonne manière » de l'exploiter, le processus de remembrement et d'adaptation forcée des milieux de vie à la mécanisation (750 000 kilomètres de haies arrachées !), la gestion industrielle des vivants, disciplinés, chassés ou intoxiqués par la chimie. C'est la fuite de la population vers les villes avec dans son sillage la déprise agricole et rurale de masse.

La catastrophe foncière en devenir nous est apparue, à Reprise de terres, comme l'une des principales voies d'entrée des luttes écologiques pour les années à venir. Se focaliser sur le climat, comme la grande question globale et incontournable de notre temps, tend à nous éloigner encore plus de cette histoire politique de la prise de terres, du sol sous nos pieds, et à affaiblir nos puissances concrètes d'agir et de ressentir. Vouloir seulement « sauver le climat », c'est bien souvent s'habituer à demander aux États de diminuer les émissions de CO₂. C'est s'affronter à un objet si grand qu'on y perd le sens de l'action et qu'on se résout à pousser les « décideurs » à agir contre leurs intérêts. Les années passées ont vu l'émergence d'un « mouvement climat », qui s'interroge sur le besoin d'ancrer ses luttes localement. Au fond, nous proposons à ce mouvement une autre manière de « revenir sur Terre », pas forcément plus simple, mais d'autant plus effective : en reprenant des terres ! C'est par là aussi, concrètement, que la part destructrice de notre cosmologie moderne se transformera et se réinventera. C'est par la tangibilité de nos reprises de terres que l'on pourra retrouver une prise sur les dérèglements

du climat.

Re-prendre les terres, alors, c'est reprendre des espaces, mais aussi des forces, des liens et des savoirs. C'est nécessairement être confronté à l'opacité de la transmission de la propriété de chaque portion du sol et aux conflits souterrains de la gestion des territoires que nous habitons. C'est faire le choix de s'installer en agriculture paysanne. Mais c'est aussi débâcher des méga-bassines. Comprendre la circulation des eaux. Se risquer à occuper un bocage contre des étendues de goudron. S'opposer au rachat de foncier par les entreprises pour la compensation carbone. Lancer un potager en ville pour garder un lien au vivant. Créer des complicités entre la fourchette et la fourche pour jeter les bases d'une véritable sécurité sociale de l'alimentation. Accueillir décemment sur sa ferme des personnes en situation d'exil forcé, souvent piégées en ville, mais désirant une autre voie que celle de la relégation et de l'exploitation dans la sécurité, le ménage ou les méga-serres à tomates. C'est aussi acquérir collectivement des forêts pour y faire de la sylviculture douce tout en laissant de grandes parties en libre évolution. C'est apprendre à observer les friches – urbaines ou agricoles, de plus en plus nombreuses – comme des milieux riches et de jeunes forêts en devenir, et non comme des terres « perdues » pour la production. Ces terres abandonnées par l'agriculture et l'urbanisation, ne l'oublions pas, sont aussi le théâtre de retours spontanés de la vie sauvage dans le sillage de la déprise rurale. Reprendre des terres, c'est donc aussi apprendre à libérer des terres, pour des usages autres qu'humains. Reprendre pour parfois mieux déprendre, en somme.

La nécessité de faire alliance

Reprise de terres : c'est le nom d'un groupe d'enquête militante qui tente de s'organiser depuis maintenant plus de deux ans face à ces constats. Il se compose d'habitant·es de lieux collectifs et de territoires en luttés, de chercheur·euses et de personnes engagé·es dans différentes dynamiques collectives : des membres

de la revue *Terrestres*, de Terre de liens, du réseau des Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale (InPact), du quartier libre des Lentillères, du mouvement des Soulèvements de la Terre, du Réseau pour les alternatives forestières (RAF), de l'association A4, et bien d'autres.

En mêlant des points de vue militants, paysans, naturalistes, féministes, urbains, décoloniaux... le groupe a su se nourrir de ses diversités. Mais les conflits à l'origine de son existence sont bien réels : entre la lutte contre l'effondrement de la paysannerie et celle contre l'effondrement de la biodiversité, par exemple, les tensions sont palpables, et les objectifs ne se recoupent pas toujours. Ici des paysan·nes s'inquiètent de l'enfrichement des pâtures et refusent un projet de réensauvagement des montagnes ; là des associations environnementales refusent de composer avec les usages paysans déjà en place. Pourtant, entre les combats paysans et la défense du réensauvagement des milieux de vie, au-delà d'une tension certaine, c'est finalement une visée partagée de lutte pour défendre les terres en commun qui doit pouvoir rassembler, guidée par la boussole de l'autolimitation – de nos empreintes, de nos présences, de nos constructions – contre les mangeurs de terre.

Reprise de terres : c'est une aventure transformatrice. Les week-ends de rencontre et de travail collectif, les enquêtes aux quatre coins de la France, mais aussi les moments de joie, de fête et de complicité passés ensemble nous ont permis d'identifier, au-delà des points de blocages, de véritables potentiels collectifs et des ponts à construire pour dépasser nos angles morts respectifs. C'est, au départ, le besoin vital de se trouver, au-delà de nos « familles » : celui de créer des alliances micropolitiques et sensibles pour dépasser une situation délétère d'isolement collectif, où les points de vue et les organisations coexistent les unes à côté des autres, chacune dans son sillon, à persister dans sa propre trajectoire, au détriment des causes communes et de leur complexité. Ce collectif incarne et préfigure à sa manière la composition de ce que pourrait être un mouvement social de reprises